

# L'ILLUSION PARLEMENTAIRE...

Nous croyons bon de rappeler cet extrait de *L'illusion parlementaire* écrit au début de ce siècle par C.-A. Laisant et qui reste d'une indiscutable actualité. (Extrait de la brochure éditée par le groupe espérantiste «Paco-Libereco», 49, rue de Bretagne, Paris, 3°).

En France, depuis plus d'un siècle, nous avons traversé plusieurs crises révolutionnaires dont les résultats ne paraissent pas avoir beaucoup instruit le prolétariat de notre pays, ni celui des autres nations.

Il est cependant incontestable que tant d'efforts, tant de sacrifices n'ont abouti en fait qu'à une immense mystification. La souffrance des opprimés est toujours aussi grande, plus grande peut-être, car la transformation économique du monde n'a fait que l'accroître. La tyrannie et l'oppression ne changèrent que de nom et de forme.

A la place d'un tyran unique, ou de la tyrannie d'une classe privilégiée, s'est dressée la puissance financière et capitaliste, enlevant au travail la plus grande partie de la richesse que ce travail produit. Le travailleur, en dépit de toutes les déclamations, est resté l'éternel exploité, l'éternel esclave, et on n'entrevoit que difficilement, même aujourd'hui, le moment où il pourra se libérer.

La cause de cette situation est que toutes les révolutions des temps modernes furent exclusivement des révolutions politiques.

Lorsque, en 1848, on apporta au peuple français le suffrage universel, il sembla qu'on venait d'atteindre d'un seul coup la terre promise, que l'on allait voir le début d'une ère de justice, de liberté et de mieux être pour les misérables. Les déceptions, cependant, survinrent sans tarder; mais cela ne fut pas suffisant pour dissiper des illusions qui durent encore.

En effet, après chaque crise, à chaque avènement d'un régime nouveau, on a constamment, par l'emploi d'un mécanisme restant identique à lui-même, conservé le régime antérieur.

Ce mécanisme politique s'appelle le parlementarisme. Dans notre pays, sous l'étiquette républicaine, il consiste à faire croire au peuple qu'il est souverain, qu'il a le pouvoir de provoquer, par l'intermédiaire de ses représentants librement élus, toutes les réformes, toutes les transformations désirées.

La vérité, c'est que sous cette apparence, le gouvernement effectif n'appartient et ne peut appartenir qu'à la bourgeoisie possédante, dirigeante, financière, qui exploite à son profit exclusif la masse laborieuse.

La souveraineté du peuple consiste dans le droit qu'il a, un jour tous les quatre ans, d'aller déposer dans une boîte un morceau de papier portant un nom.

Par tous les mensonges, par toutes les menaces, par les manœuvres d'une presse vendue, on détermine la grosse masse des exploités à se faire représenter (?) de la sorte, suivant le vœu de ceux qui détiennent le pouvoir, et qui ne sont que les humbles serviteurs et les instruments de la finance. Si cela ne suffit pas, on a recours à la fraude matérielle. Les boîtes (qualifiées «urnes») sont munies de doubles fonds; les listes électorales sont tripatouillées; on fait voter des centaines ou des milliers d'électeurs décédés, etc., etc., etc...

Mais, en admettant même l'hypothèse impossible d'un scrutin régulier, loyal, honnêtement pratiqué, sans pression d'aucune nature sur aucun électeur, ne s'aperçoit-on pas de la colossale absurdité du système? Il suppose chez l'électeur une dose de jugement peu commune, un discernement sans égal; il suppose chez l'élu la compétence universelle, la connaissance profonde de toutes choses, au service d'une impeccable conscience.

Quand il s'agit de la moindre procuration, nous prenons toutes les précautions imaginables pour nous assurer que notre mandataire s'acquittera bien et fidèlement de sa mission, strictement limitée. Il nous représentera temporairement, pour un objet déterminé, et sans que son pouvoir puisse s'étendre au-delà.

Et lorsque nous abandonnons à un individu, par le jeu du parlementarisme, la possibilité de «faire des lois» pendant plusieurs années, aucune garantie n'est prise. Sur la foi de vagues promesses, grâce à une rhétorique dépensée en de ronflants discours ou à des libéralités semées habilement, il a obtenu sa majorité; il est élu. Il disposera pendant, quatre ans, lui et ses congénères, de votre fortune, de votre liberté, de la vie de vos enfants. Il légiférera sur l'impôt, sur les travaux publics, sur l'enseignement, sur les théâtres, sur l'agriculture, les religions, la presse et le commerce, sur tout. Par surcroît, c'est lui qui soutiendra ou renversera les ministères.

C'est encore dans ce dernier rôle qu'il est le plus inoffensif; car sous le régime parlementaire, tous les ministères, tous les gouvernements se valent. Chacun d'eux, comme a fait son prédécesseur et comme fera le successeur, accomplit une œuvre de compression et de réaction, et ne peut en accomplir une autre.

Il ne le peut, parce qu'il est, par la fatalité des institutions, l'instrument au service de la puissance bourgeoise, incarnée dans la haute finance, seule puissance effective. Jamais le peuple n'a été ni ne sera représenté dans les parlements. La bourgeoisie seule y exerce une action réelle: sous prétexte du maintien de l'ordre, elle s'assure la conservation intégrale de ses privilèges, et se met en garde contre toute transformation sociale de nature à diminuer l'exploitation éhontée du travail humain, source de sa domination.

Les prolétaires sont les plus mortels ennemis d'eux-mêmes lorsqu'ils viennent se prêter régulièrement à cette piteuse comédie électorale, dont le dénouement périodique est toujours pour eux une misère croissante et le maintien de l'éternel esclavage.

L'espoir de réformes réelles, et non pas seulement apparentes, est une pure chimère; et il n'en peut être autrement, puisque de véritables réformes entraîneraient le renversement de l'ordre social sur lequel tout le régime repose.

Pour le prolétariat français, l'expérience devrait être convaincante, au bout de trente-huit ans de république bourgeoise et réactionnaire. Mais quand, dans d'autres pays, on voit des malheureux prêts à se faire tuer pour la conquête du suffrage universel, on est en droit d'admirer les trésors de candeur que la conscience humaine peut tenir en réserve. On déplore en même temps qu'une telle somme d'énergie, de courage et d'abnégation puisse être aussi mal dépensée.

Mais, vient-on dire parfois, il faut, en ces matières, de la patience et de la persistance. Si, à force de propagande, on arrivait enfin à persuader aux prolétaires qui sont le nombre, qu'il leur suffit de bien s'entendre pour envoyer au parlement une immense majorité de représentants fidèles et résolus, choisis parmi eux, la transformation sociale s'accomplirait inévitablement.

Ceci encore est une illusion. D'abord, à l'approche du péril, la bourgeoisie prendrait des mesures préventives; puis, même élus, les représentants du prolétariat pourraient fort bien n'être pas proclamés par les ministres bourgeois détenteurs des urnes et disposant de toutes les forces sociales: armée, police, juges et gendarmes. En troisième lieu, il ne faut pas oublier qu'on a placé un Sénat conservateur dans la machine infernale parlementaire, justement pour parer à des éventualités de cette nature. Enfin, on oublie trop facilement, malgré l'observation constante des faits, qu'un prolétaire entrant au parlement devient un bourgeois de plus, dix-neuf fois sur vingt, et cesse de représenter ceux qui ont cru lui confier un mandat; et cela, sans qu'on puisse crier à la trahison, sans qu'on puisse même sans injustice adresser à l'élu le moindre reproche. C'est qu'en effet le mandat n'est qu'une fiction, parce que trop vague et trop étendu; et puis l'homme est accaparé, transformé, «digéré» par le milieu parlementaire. Inconsciemment, de très bonne foi, il se laisse dissoudre par cette action quotidienne, continue. Et les électeurs ébahis s'aperçoivent un beau jour qu'à la place d'un homme, ils ont devant eux un politicien.

-----